

Samedi 03 Janvier 2009

Bachelot: "Il n'y a pas de pénurie de lits de réanimation!"

Propos recueillis par Anne-Laure BARRET
Le Journal du Dimanche

► Alors que le projet de loi "Hôpital, patients, santé, territoires" doit être prochainement présenté au Parlement, la ministre de la Santé Roselyne Bachelot revient sur le décès d'Yliès et sur celui d'un homme dans l'Essonne. Mais, *"par respect pour la famille"*, elle refuse de commenter la mort du petit Louis-Joseph survenue vendredi à la suite d'une erreur de réglage de perfusion.



Roselyne Bachelot revient sur les drames qui ont eu lieu dans des hôpitaux. (Maxppp)

Sur le même sujet

- [Nouveau drame à l'hôpital](#)
- [Yliès, une erreur de livraison](#)
- ["On touche à la sécurité des patients"](#)

L'Assistance publique des hôpitaux de Paris vient d'annoncer qu'un problème dans le circuit d'acheminement du médicament serait à l'origine du décès du petit Yliès le 24 décembre. Il ne s'agit donc pas seulement d'une erreur commise par l'infirmière mais d'un dysfonctionnement plus global. Comment réagissez-vous?

Je me suis toujours engagée à faire toute la transparence dans cette affaire. C'est la raison pour laquelle j'ai donné mon accord pour que l'AP-HP rende publiques les premières conclusions de son enquête interne sur cette affaire et prenne sa part de responsabilité, ce qu'elle a fait.

Le manque de personnel est-il à l'origine de ces accidents?

Dans l'affaire du petit Yliès décédé à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris, on a accusé le manque de personnel. Vérification faite, le personnel était en adéquation avec les normes recommandées. Quant à l'affaire du patient décédé dans la nuit du 27 au 28 décembre, là aussi, il est faux de dire que le malade n'a pas été pris en charge. Il n'a pas été laissé à lui-même, il a été pris en charge très rapidement par le Smur et les urgences de l'hôpital de

Longjumeau.

Maintenez-vous les chiffres que vous avez donnés lundi dernier et qui ont été contestés par certains?

Je les tiens à la disposition de tous. Des vérifications complémentaires montrent qu'il y avait même plus de lits de réanimation disponibles que nous le croyions. On disposait de onze lits dans le secteur public et de douze dans le secteur privé. Malgré les polémiques, on sait aujourd'hui qu'il y avait très probablement, dans un rayon proche, des lits et des équipements pour l'accueillir. Il est trop tôt pour parler de dysfonctionnement, mais il y a peut-être eu un problème de régulation.

Le drame de Massy a révélé un problème d'informatisation des lits d'urgence.

C'est vrai, nous sommes en retard sur le sujet. Il faut mettre en place des systèmes d'information performants pour réguler les urgences. Plus généralement, je viens de lancer un plan de modernisation de l'informatique à l'hôpital.

"La France est le pays qui dépense le plus pour son hôpital par habitant"

Comment allez-vous tirer les leçons de ces drames?

Dès la mi-janvier, aussitôt que je disposerai des résultats des deux enquêtes administratives, j'inviterai les quatre intersyndicales de praticiens hospitaliers, les huit syndicats de la fonction publique hospitalière et les représentants du Samu à une réunion de retour d'expérience sur la permanence des soins.

De nombreux médecins soulignent que le manque de lit de réanimation était le symptôme d'un malaise plus global de l'hôpital...

Mais il n'y a pas de pénurie de lits de réanimation! Nous avons plus de 1.200 places en Ile-de-France. Alors que nous sommes à la confluence de trois grandes épidémies (grippe, gastro-entérite et bronchiolite) et durant une période de fêtes, que nous sommes en outre dans une période de grand froid, nous avons encore des lits de réanimation libres. Pas beaucoup certes, mais suffisamment pour faire face à la demande.

Même en cas d'un carambolage géant causé par le verglas?

Bien sûr. Dans ce cas-là, on actionne le Plan blanc: des personnels et des moyens supplémentaires sont aussitôt mobilisés. Pour autant, je ne dis pas que tout va bien. Notre système a besoin de se réformer car il est confronté à des évolutions considérables : le vieillissement de la population, les progrès de la technique, le changement de modes de vie des médecins. L'hôpital doit se moderniser pour mieux fonctionner. Le vrai débat est celui que le gouvernement a lancé, et auquel le projet de loi "Hôpital, patients, santé et territoires" répond: comment améliorer l'organisation des soins et l'accès aux soins? Comment moderniser notre hôpital?

Il y a pourtant une diminution globale des moyens puisque l'augmentation du budget ne compense pas le coût du vieillissement de la population, celui des nouvelles thérapeutiques...

La France est le pays qui dépense le plus pour son hôpital par habitant. Cette année encore, nous augmentons nos dépenses de santé hospitalières de 3,1% ce qui représente un effort tout à fait considérable dans la situation économique actuelle.

"Je ne fermerai aucun hôpital"

Malgré une longue concertation, certains syndicats de médecins critiquent plusieurs aspects de votre projet de loi "Hôpital, patients, santé, territoires" qui sera présenté au Parlement en janvier ou février.

La plupart des syndicats de médecins libéraux y sont aujourd'hui favorables. Mais certains éléments peuvent évidemment faire débat. Les intersyndicats de praticiens hospitaliers ont des points de vue divers mais toujours constructifs et je discute avec eux régulièrement. On ne va pas réformer notre système de santé dans une espèce de consensus mou.

La création d'agences régionales de santé, en particulier, fait débat. S'agit-il d'une étatisation cachée, comme le craignent certains?

Aux urgences, il y a des engorgements en période de pointe à cause d'un vrai problème de permanence des soins en ville. La création de ces agences régionales va organiser la permanence de façon efficace. C'est aussi un moyen de lutter contre les déserts médicaux. Grâce aux communautés hospitalières de territoire, autre point fort de la réforme, on va permettre aux hôpitaux de mieux coopérer entre eux.

Allez-vous fermer des hôpitaux?

Je ne fermerai aucun hôpital. Nous garderons les hôpitaux de proximité mais nous allons les recentrer sur les urgences, les soins courants, la convalescence ou la rééducation. Le jour où vous devez subir une opération très compliquée, où avez-vous envie d'être soigné? Dans l'hôpital le plus proche de chez vous ou dans l'hôpital le plus sûr? Je suis la ministre de la qualité des soins!